

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://www.cgtca.net/article.php3?id_article=373

Comité de Groupe Décembre 2015

- Actualité - CGT CAM -



Date de mise en ligne : mardi 15 décembre 2015

Date de parution : 15 décembre 2015

Description :

Intervention de la délégation CGT au Comité de Groupe le 02 décembre 2015.

- ▶ dans un contexte économique d'attente de relance et avec des bénéfices record, que fait le CA pour ses salariés ?
- ▶ dans un contexte de COP21 que fait le CA pour limiter les dégradations de la planète ?
- ▶ dans un contexte de détresse des petits agriculteurs que fait le Crédit Agricole ?
- ▶ dans un contexte de détresse sociale que fait le Crédit Agricole ?
- ▶ et dans un contexte de guerre et de violence …

Nous vous avons écouté parler de transformation, moins d'activités bilanciées, plus de marchés, vous dites qu'il faut être ambitieux et agressif commercialement, vous évoquez aussi la nécessité de bâtir une histoire collective alors en cette période de COP21, nous souhaitons vous interpeller au regard du rapport RSE que nous a présenté le cabinet IPSO Facto, au regard de la stratégie du groupe Crédit Agricole dans ce domaine et au regard de quelques réalités observées.

Le discours dominant et les négociations de la COP 21 désignent « les activités humaines » comme principales responsables du réchauffement climatique causé par les gaz à effets de serre. Cette approche globale met sur un même plan stratégies des transnationales, politiques libérales des gouvernements et comportement des individus, allant jusqu'à opposer populations des pays riches à celles des pays pauvres.

Dans ce cadre sont évoqués l'exploitation forestière, celle des terres agricoles et de l'élevage, les productions énergétiques et leur niveau de consommation, le niveau d'industrialisation, les transports : tout ce qui a priori pèse sur le réchauffement climatique et les bouleversements qu'il engendre.

Quelques organisations humanitaires iront jusqu'à dénoncer les conséquences meurtrières de ces changements : famines, inondations, « immigration climatique », quelques conflits interethniques, des guerres et des exodes de population seront probablement cités. Mais la seule question qui vaille est de remonter à la source du problème.

Et cette source est invariablement toujours la même, c'est la production effrénée de marchandises, issue de l'exploitation des hommes et des richesses naturelles, inhérente à la recherche du profit maximum à court terme : c'est le système capitaliste qui doit être au coeur du débat.

Les impérialismes se sont construits sur le pillage des matières premières des pays sous-développés. La seconde moitié du XXème siècle est marquée par un pillage beaucoup plus grand des pays capitalistes développés envers les ressources naturelles des pays du Sud, et plus particulièrement en pétrole et matières premières agricoles et cette même époque est marquée par une nette inflexion du dérèglement climatique. Puis le déménagement et la vente des usines de production industrielle, là où la force de travail est encore moins chère, a provoqué un chômage de masse propice aux reculs sociaux dans les pays dits « développés » et déporté vers les pays en voie de développement la responsabilité de la pollution.

Dans les faits, c'est bien ce système économique en recherche d'accumulation de profits sur les richesses produites qui met en concurrence des agricultures, des salariés. C'est le même système qui met des milliers de camions sur les routes pour le transport de produits qui font des dizaines de milliers de km entre la production de la matière première et la consommation du produit fini. La déforestation, l'accaparement des terres agricoles, la concentration agraire, l'agriculture industrielle, je passe rapidement sur la liste. Les effets destructeurs, maintenant palpables, du système dominant poussent l'humanité à se poser des questions auxquelles elle est en capacité d'apporter des réponses mais des freins puissants à la construction de ces solutions s'affirment avec force et mettent toujours plus en danger l'humanité. Les besoins de financement des pays du Sud ne trouvent pas le moindre début de consensus dû au veto des transnationales et des gouvernements à leur botte. L'ouverture aux investisseurs privés est présentée comme LA solution, un credo qui dure depuis des décennies et qui enfonce l'humanité dans la pauvreté et la misère, qui mine l'environnement, au profit de quelques milliers de riches.

Le réchauffement climatique fait l'objet d'un consensus assez large, mais se limiter à enfourcher le cheval de bataille de la responsabilité partagée, c'est se détourner des véritables responsabilités des gouvernements des pays capitalistes développés, des transnationales, du FMI et de la Banque mondiale dans le pillage des ressources naturelles des pays sous-développés. C'est se tromper de combat et faire le jeu des investisseurs privés et de

'agrobusiness. C'est contribuer à pérenniser un système capitaliste à bout de souffle, dans l'incapacité de répondre aux réels besoins des populations parce que ce n'est pas son objectif. L'agriculture est majoritairement assujettie aux stratégies des transnationales des semences, de l'agroalimentaire et de la grande distribution. La libéralisation des échanges agricoles mondiaux organisés pour maximiser les profits des groupes met en concurrence des agricultures aux différentiels de productivité pouvant aller de 1 à 1 000. Cette libéralisation pousse une agriculture dévoreuse de terres et de pesticides, qui fragilise les sols et la biodiversité. Elle lamine les agricultures familiales et les cultures vivrières au profit d'une production et une distribution de masse qui concentrent les surfaces entre les mains de quelque uns et exigent des produits agricoles et alimentaires standardisés et normés qui étouffent le petit entrepreneuriat. L'accaparement des terres fait aussi l'objet de transactions foncières par des capitaux financiers étrangers à l'agriculture et destinés à produire des cultures de rentes (agro-carburants notamment) souvent subventionnées par les gouvernements sous couvert de « transition énergétique » au détriment des productions alimentaires.

Je vous fais grâce de tous les effets en cascade pour en venir à l'essentiel : l'alimentation comme l'eau doivent être des biens publics parce que l'accès à une alimentation saine et diverse et à l'eau potable est le fondement de la vie. Ce sont des secteurs stratégiques des économies nationales, des secteurs vitaux pour les populations : ils doivent être extraits du carcan capitaliste de la financiarisation, par le refus des privatisations, pour la défense des potentiels agroalimentaires nationaux. Ils ne peuvent être soumis à des intérêts privés dont l'objectif est de faire des profits au mépris de l'intérêt général et de toute autre préoccupation. L'alimentation, l'eau et l'ensemble des secteurs qui leur sont liés doivent donc être l'affaire de la Nation et du peuple par la réappropriation collective des moyens de production et notamment la nationalisation des grandes entreprises industrielles, commerciales et bancaires en amont et en aval de l'agriculture.

Le financement de l'agriculture est dans les gènes du Crédit Agricole mais que faisons-nous pour la planète ? Et qu'allons-nous faire de plus ?

Le Crédit Agricole a décidé de ne plus financer ou presque les projets miniers mais au travers de Saudi Fransi quels projets sont financés ? Des projets de construction d'infrastructures gigantesques entièrement climatisées ? Des projets pétroliers ? Lesquels ? Et en faveur de qui ?

Est-il bien raisonnable de mettre sur les routes des centaines de salariés pour parcourir plus de 100 km/jour en construisant de nouveaux sites éloignés des anciens et du domicile des salariés, fussent ils économes en énergie ? Les salariés seront-ils encore confrontés à ces projets qui éloignent leur lieu de travail de leur domicile ?

Le groupe Crédit Agricole va-t-il privilégier le financement d'une agriculture raisonnée éco responsable ? Va-t-il faire le choix de soutenir des entreprises de production et transformation dont les produits sont commercialisés localement, sur des circuits courts ?

Les salariés du Crédit Agricole ne veulent pas participer à la course aux seuls profits, ils voudraient être fiers de leurs entreprises parce qu'il est faux de croire que l'argent n'a pas d'odeur !

La gestion par CACEIS de Placements-Vie (ILSF), ces fonds de placements constitués du rachat de contrats Assurance Vie à des personnes âgées, souffrant de poly pathologies assurant une courte espérance de vie et garantissant aux investisseurs un rendement à deux chiffres n'est pas acceptable.

En 2015, encore 700 millions de résultat gaspillés pour avoir cette fois violé des embargos américains : que répondre aux usagers ? Que ces opérations interdites ont rapporté bien davantage ?

Comment accepter la dégradation de nos conditions de travail et le quasi immobilisme de nos salaires devant tant de gaspillage ?

Au regard de toutes ces questions comment construire un esprit d'entreprise, comment adhérer à la stratégie du Groupe ?

Transparence et exemplarité sont indispensables pour avancer ensemble. La CGT est convaincue qu'au Crédit Agricole comme ailleurs « Seuls les peuples, avec leurs forces politiques, populaires, syndicales, associatives, culturelles et étatiques, s'appuyant sur les objectifs d'émancipation de l'exploitation capitaliste constituent les vraies solutions ».